

Dans leurs têtes, les Flamands vivent déjà à l'heure du régionalisme depuis 2008

CLÉMENT JADOT ET
SIMON WILLOCQ

Chercheurs en science politique au Centre d'étude de la vie politique (CEVIPOL-ULB)

Déterminer si l'Etat belge tient davantage de la fédération que de la confédération est une question qui s'invite fréquemment à l'agenda médiatique en temps de troubles communautaires.

Le problème relève pourtant du dilemme de l'œuf et de la poule, tant les avis divergent. Loin des définitions rigides, l'aborder sous l'angle des perceptions citoyennes offre toutefois une réponse originale. Au-delà de s'interroger sur le fait de

savoir si la Belgique est un Etat fédéral ou confédéral, des conceptions différentes existent entre les trois régions du pays.

Théoriquement, on peut considérer que si un électeur accorde plus d'importance au niveau fédéral qu'au niveau régional, il s'inscrit de facto dans une conception fédérale du fonctionnement de l'Etat, et vice-versa.

Si une majorité claire se distingue ensuite parmi les citoyens, on peut alors défendre l'un des deux scénarios, partant du principe qu'il s'agit du modèle qui reçoit l'assentiment du plus grand nombre.

Les Flamands ont encore foi dans la politique

À partir des baromètres politiques «La Libre Belgique – RTBF» publiés entre juin 2004 et mars 2015, nous avons dans une ré-

cente recherche mesuré les préférences agrégées des électeurs pour les personnalités politiques appartenant aux niveaux fédéral et régional dans les trois régions du pays.

Dans chaque région, deux résultats ont ainsi été obtenus en comparant les cotes de popularité des uns et des autres, soit un score moyen de préférence pour le niveau fédéral et un score moyen de préférence pour le niveau régional. Une fois mises en perspective, les séries temporelles laissent apparaître deux enseignements principaux.

Premièrement, les électeurs flamands se montrent en moyenne plus enthousiastes que les électeurs bruxellois et surtout que les électeurs wallons. Ceux-ci sont en effet plus enclins que leurs homologues à souhaiter que le personnel politique considéré dans son ensemble joue à l'avenir un rôle plus important.

Inversement, à Bruxelles et à plus forte raison en Wallonie, les électeurs se montrent moins assertifs, ce qui s'inscrit en cohérence et vient enrichir de précédentes recherches révélant une moindre confiance politique dans le sud du pays.

Deuxièmement, à Bruxelles et en Wallonie, les personnalités fédérales obtiennent une cote de popularité moyenne supérieure à celle reçue par les personnalités régionales, à savoir respectivement 13% d'opinion favorable contre 8% à Bruxelles et 11% contre 7% en Wallonie.

Dans les deux cas, cette préférence claire exprimée en faveur des responsables fédéraux témoigne de la prépondérance d'une conception fédérale en Région wallonne ainsi qu'en Région Bruxelles-Capitale.

En Flandre, les choses sont cependant différentes. Jusque septembre 2008, les

scénarios fédéral et confédéral sont au coude à coude, de sorte qu'aucune hiérarchie entre les niveaux de pouvoir n'émerge véritablement. De décembre 2008 à septembre 2014, la préférence moyenne pour les personnalités issues du niveau régional devient ensuite et sans interruption signi-

ficativement supérieure à la préférence moyenne pour les personnalités issues du niveau fédéral.

Trois phénomènes complémentaires sont susceptibles d'expliquer ce renversement observé en Flandre à partir de septembre 2008.

Primo, le tournant confédéraliste peut s'expliquer par la rupture du cartel CD&V/N-VA, par l'émancipation et par la montée en puissance de cette dernière.

Secundo, la plus grande popularité des personnalités régionales en Flandre peut aussi s'expliquer par l'asymétrie entre la composition partisane des gouvernements fédéral et régional flamand. Au niveau fédéral, les partis flamands au pouvoir entre 2008 et 2014 ne détenaient pas la majorité au sein de leur groupe linguistique, tandis qu'au niveau régional, les gouvernements Peeters I et Peeters II étaient soutenus par une solide majorité.

Tertio, la popularité des responsables politiques fédéraux du côté flamand a pu être affectée par le climat de crise politique prolongé, allant de la démission du gouvernement Leterme I en 2008 à la formation du gouvernement Di Rupo en 2011.

En conclusion, tandis que Wallons et Bruxellois vivent encore dans une fédération, côté flamand, force est de constater que le niveau de pouvoir régional s'est clairement imposé dans la tête des électeurs comme une arène politique de premier plan.

Tandis que Wallons et Bruxellois vivent encore dans une fédération, côté flamand, le niveau de pouvoir régional s'est clairement imposé dans la tête des électeurs comme une arène politique de premier plan.